ACTION URGENTE

18 PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES LORS DE MANIFESTATIONS

Le 9 janvier, 18 personnes ont été tuées durant des manifestations dans la ville de Juliaca (département de Puno), au Pérou. Le pays continue à être le théâtre d'actions de protestation et de violences dans différentes régions, après que l'ancien président Pedro Castillo a annoncé la dissolution du Congrès et qu'il a été arrêté, le 7 décembre. La police nationale et les forces armées ont recouru à une force excessive contre des manifestants. Au moins 40 personnes sont mortes depuis le 7 décembre. Amnesty International exhorte la présidente Boluarte à mettre immédiatement fin à toutes les formes de recours illégal à la force par les forces de sécurité.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Dina Ercilia Boluarte Zegarra
Jr. De la Unión S/N, cuadra uno Lima –
Lima 15001, Pérou
dboluarte@presidencia.gob.pe

Madame la Présidente,

Je vous écris afin de vous faire part de la profonde inquiétude que m'inspire la mort de 18 personnes lors de manifestations dans la ville de Juliaca (département de Puno) au Pérou, le 9 janvier 2023. Je déplore par ailleurs que des dizaines d'autres personnes aient été blessées ce jour-là.

Ces homicides viennent alourdir un bilan déjà alarmant, puisqu'au moins 40 personnes ont été tuées depuis le début de la crise politique au Pérou le 7 décembre 2022 et dans le contexte de la répression des manifestations. Le gouvernement s'en est pris à des personnes ayant exprimé leur mécontentement face à la crise, en déployant la police nationale et les forces armées durant les manifestations à travers le pays et en recourant à la force de manière excessive contre les manifestant·e·s.

Selon les normes internationales relatives aux droits humains portant sur le recours à la force, celle-ci ne doit être utilisée contre des manifestant·e·s que si cela est strictement nécessaire et proportionné, et dans un but légitime. Tout recours à la force doit ensuite donner lieu à un processus de reddition de comptes.

Je vous exhorte à essayer de nouer le dialogue et à mettre immédiatement fin à toutes les formes d'utilisation illégale de la force par les forces de sécurité, notamment en faisant cesser tout recours excessif à la force contre les manifestant·e·s. Je vous demande aussi d'utiliser toutes les ressources à votre disposition afin de protéger la vie et l'intégrité des personnes blessées, de fournir le soutien nécessaire aux familles de victimes, et de collaborer avec les services concernés de sorte à mener dans les meilleurs délais une enquête approfondie, indépendante et impartiale sur les allégations de violation des droits humains dans le contexte de la crise actuelle.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma haute considération.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le Pérou est confronté à une crise politique depuis plusieurs années, qui s'est intensifiée dernièrement lorsque le président de l'époque, Pedro Castillo, a annoncé la dissolution du Congrès national le 7 décembre 2022.

Le Tribunal constitutionnel et le Congrès ont rejeté cette décision, et Pedro Castillo a été arrêté le jour même. La vice-présidente, Dina Boluarte, a prêté serment peu après et les autorités locales l'ont officiellement reconnue comme leur nouvelle commandante en chef.

Ces événements ont déclenché dans différentes régions du pays une vague de protestation, qui a été réprimée par les forces armées et la police péruviennes. Aux premiers jours des manifestations, des dizaines de personnes ont été blessées et au moins deux personnes sont mortes. Des journalistes locaux ont par ailleurs signalé avoir été agressés et privés de leur équipement par la police nationale.

Au 16 décembre, deux jours après que l'État péruvien a décrété l'état d'urgence face à la crise politique, le nombre de personnes tuées s'élevait à 17.

Les manifestations ont brièvement perdu de leur intensité durant les vacances de Noël, mais la nouvelle année venue, des milliers de personnes sont redescendues dans la rue au Pérou, et la répression d'État s'est accentuée.

Le 9 janvier, au moins 18 personnes sont mortes et des dizaines d'autres ont été blessées dans la ville de Juliaca.

Depuis le début des manifestations, les sources officielles ont signalé la mort d'au moins 40 personnes dans les départements de Puno, d'Ayacucho, d'Apurimac, de Cusco, de Junin, de La Libertad et d'Arequipa. Il convient de signaler que la plupart des victimes appartiennent à des communautés rurales et historiquement marginalisées au Pérou.

Amnesty International a fait état de son inquiétude face à l'emploi d'une force excessive contre les manifestant·e·s, et a lancé des appels en faveur de l'accès à la justice et à des recours. Le 12 décembre, l'organisation a diffusé un premier communiqué de presse dénonçant la mort de deux personnes. Une Action urgente a été lancée le lendemain afin de demander la cessation immédiate des violences contre les manifestant·e·s. Le 16 décembre, Amnesty International a publié un deuxième communiqué de presse réclamant des comptes concernant le décès d'au moins 17 personnes. Enfin, le 10 janvier, un troisième communiqué de presse a été diffusé après les événements de Juliaca.

Amnesty International rappelle aux autorités qu'une manifestation ne perd pas son caractère pacifique même si certains individus se rendent sporadiquement responsables d'actes illégaux. Par conséquent, le respect, la garantie et la protection des droits fondamentaux des personnes manifestant de manière pacifique ne doivent pas s'en trouver diminués. Les forces de sécurité doivent par ailleurs privilégier des solutions pacifiques face à la situation et s'abstenir d'utiliser la force d'une manière qui soit contraire aux normes internationales.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : Espagnol.
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 7 MARS 2023.
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

NOM ET PRONOM À UTILISER : [manifestant·e·s au Pérou] (ils)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : *Pérou. Des manifestant·e·s ont été blessés et tués dans le cadre d'une répression violente*